



Dossier
spécial

Boïvie : Des enfants à la ferme expérimentale du Centre de promotion agricole de la ville de Yapacani (Photo : Fernando Javier Cuellar Otero)

Le Japon et le monde — Chercher des solutions aux problèmes communs

Pour le Japon, croître et se développer avec le reste du monde est une nécessité

La mondialisation a conduit à un accroissement de l'activité économique partout dans le monde, mais elle a aussi posé des problèmes qui ne peuvent être résolus par des pays ou des régions seuls. On peut notamment citer les inégalités croissantes de revenus et la contagion instantanée des crises économiques et financières sur la scène mondiale. En 2011, le terrible séisme qui a frappé l'est du Japon et les inondations en Thaïlande ont eu un impact majeur sur les secteurs manufacturiers mondiaux qui dépendent des entreprises japonaises – les catastrophes naturelles et les problèmes environnementaux sont des problèmes de portée mondiale.

Trouver des solutions à ces problèmes impose de sortir de l'ancien cadre, où les pays développés jouaient un rôle central, pour coopérer avec les pays émergents et en développement. En tant que membre de la communauté internationale, le Japon estime qu'il est important de chercher des solutions à ces problèmes de portée mondiale. En tirant parti de son expérience dans ce domaine et en approfondissant sa collaboration avec d'autres pays partout dans le monde, le Japon entend utiliser ses connaissances et sa technologie pour croître et se développer avec le reste du monde.

1. Une stratégie d'APD à l'ère de la mondialisation

Impact de la mondialisation sur la réalisation des OMD

La communauté internationale, à travers la déclaration des Nations unies sur le Millénaire, a défini en 2000 un ensemble d'objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les OMD, dont la date cible a été fixée à 2015, consistent en huit objectifs spécifiques qui visent à éradiquer l'extrême pauvreté et la faim ; assurer l'éducation primaire pour tous ; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; réduire la mortalité infantile ; améliorer la santé maternelle ; combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; assurer un environnement durable ; et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Plus de dix années ont passé, et les premiers résultats, fruits de la coopération de la communauté internationale, sont visibles. Selon la Banque mondiale, près des deux tiers des pays en développement s'apprêtent à atteindre les OMD. De nombreux pays émergents d'Asie et d'autres régions se trouvent notamment sur cette voie. Certains

pays affichent non seulement des taux de croissance économique élevés, mais ils disposent également de politiques et de systèmes performants.

En revanche, les pays qui accusent un retard dans la réalisation des programmes liés aux OMD ont souvent une croissance économique faible et des politiques et systèmes gouvernementaux fragiles. En outre, ils sont souvent confrontés à de graves conflits à l'intérieur de leurs frontières ou avec d'autres pays. Au niveau régional, l'Afrique connaît un retard relativement plus important dans la réalisation des OMD.



En Palestine, la JICA fournit une aide pour améliorer la santé maternelle et infantile. Elle distribue des manuels sur la santé maternelle et infantile aux réfugiés palestiniens des camps d'Aqabat et Jaber. [Photo : Kenshiro Imamura]

Étude de cas

Pakistan Projet d'éradication de la polio

Après l'élimination de la variole, un partenariat a été conclu avec la Fondation Gates pour lutter contre la poliomyélite

En août 2011, la JICA a signé un accord de prêt d'APD à hauteur de près de 5 milliards JPY avec le Pakistan, un pays où la polio continue de sévir au sein de la population. Le prêt est utilisé pour financer des campagnes visant à éliminer le virus de la polio en vaccinant les enfants de moins de cinq ans. Cette nouvelle forme d'aide est totalement innovante, car la Fondation Bill et Melinda Gates (la Fondation Gates) remboursera le prêt au nom du gouvernement pakistanais si la campagne est couronnée de succès.

Il y a peu de temps encore, quatre pays étaient toujours touchés par la polio – l'Afghanistan, le Nigeria, l'Inde et le Pakistan. En janvier 2012, l'Inde a déclaré n'avoir connu aucun nouveau cas de polio depuis un an. L'Inde ne fait donc plus partie de la liste. Suite à l'éradication réussie de la variole, déclarée en 1980, les efforts entrepris au niveau mondial pour éradiquer la polio atteignent leur phase finale. Cependant, les récentes inondations et les mouvements migratoires des populations au Pakistan ont provoqué une forte augmentation des cas rapportés. Le gouvernement pakistanais a annoncé un plan national d'action d'urgence pour l'éradication de la polio en 2011, espérant ainsi initier un effort à l'échelle nationale pour éliminer le virus.

Depuis les années 1990, le Japon coopère avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) à travers des projets de dons visant à fournir des vaccins de la polio. Cette fois, la JICA a intensifié son aide avec des prêts d'APD pour organiser des campagnes contre la polio et soutenir les mesures prises par le gouvernement pakistanais pour éradiquer cette maladie.

Le projet a trois caractéristiques spéciales. Premièrement, il repose sur une collaboration avec un donateur privé émergent, la Fondation Gates. En août 2011, la JICA a signé un accord de partenariat stratégique avec la Fondation

Gates pour faire face aux grands problèmes de portée mondiale sur une période de cinq ans, le premier projet étant cette collaboration pour l'éradication de la polio au Pakistan. La JICA met à profit ses liens étroits avec le pays bénéficiaire en offrant une aide et sa précieuse expérience de terrain afin de jouer un rôle de catalyseur dans la relation entre le Pakistan et la Fondation Gates. Deuxièmement, le projet adopte une approche innovante de financement,

la Fondation Gates remboursera le prêt au nom du gouvernement pakistanais si la campagne est couronnée de succès. Cette approche incite le gouvernement pakistanais à mener des activités de sensibilisation tout en évitant le fardeau financier qu'elles pourraient représenter, ce qui rend possible l'organisation d'une campagne efficace contre la polio. Enfin, le projet est mis en œuvre avec la coopération de plusieurs partenaires de développement, tels que la Banque mondiale pour le cofinancement, l'UNICEF pour la fourniture de vaccins, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour un ensemble de services liés à la campagne contre la polio.



Vaccination orale d'enfants au Pakistan

La progression de la mondialisation est l'une des forces ayant eu un impact positif sur les efforts de réalisation des OMD. Elle a permis une meilleure circulation des personnes, des biens, des fonds, des informations et d'autres ressources partout dans le monde, apportant de nombreux avantages, tels que des économies et des modes de vie plus efficaces. Cependant, la mondialisation a créé une compétition intense au niveau international, soulevant des inquiétudes vis-à-vis des inégalités croissantes de revenus dans les pays ayant une infrastructure sociale et économique fragile. La montée des prix au niveau mondial a exercé une forte pression sur les finances publiques et les économies des pays qui manquent de ressources naturelles et dont l'approvisionnement alimentaire ou énergétique est insuffisant. Même les pays émergents font souvent face à des chocs économiques provoqués par une évolution de la situation économique mondiale. On peut notamment citer la montée des prix du pétrole en 2004, l'augmentation des prix des céréales en 2007, la récession économique mondiale de 2008, et plus récemment, la crise économique en Europe. Il semble que le monde soit confronté en permanence à des crises majeures.

De plus, les problèmes d'un pays se répercutent sur d'autres pays. On compte parmi ces problèmes les facteurs de risques mondiaux, comme le changement climatique, l'approvisionnement alimentaire, et les catastrophes majeures ainsi que les problèmes transfrontières, tels que les maladies infectieuses et le crime international.

Vers un développement inclusif grâce à la coopération mondiale

Ces problèmes de portée mondiale peuvent jeter une ombre noire sur la vie des personnes. Cela est particulièrement visible pour les classes de population socialement et économiquement vulnérables, ce qui se traduit par des inégalités croissantes de revenus. D'aucuns prétendent que la révolution politique – baptisée « Printemps arabe » – qui a bouleversé le Moyen-Orient et le Maghreb en 2011 a été déclenchée par une montée des prix alimentaires au niveau international qui aurait attisé l'anxiété croissante des populations sur leurs conditions de vie. Et ce d'autant plus dans un contexte où les jeunes et les diplômés sont touchés par un fort taux de chômage et où les pays sont soumis à des systèmes politiques répressifs. Le mécontentement des populations vis-à-vis de leur système politique s'est soudainement fait jour à cause d'une inégalité croissante des revenus provoquée par la mondialisation et la croissance économique rapide.



Des Égyptiens se rassemblent place Tahrir (place de la Libération), au Caire, le bastion du mouvement démocratique.

Les troubles au Moyen-Orient affectent non seulement la paix mondiale et la sécurité, ils posent également un problème majeur pour le Japon, qui dépend du Moyen-Orient pour environ 80 % de ses importations de pétrole. En outre, des situations similaires émergent dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud et dans d'autres régions, accélérant ainsi les crises politiques et économiques.

Pour éviter et surmonter ces crises, il est essentiel que les pays du monde coopèrent pour contrôler les aspects négatifs de la mondialisation tout en s'efforçant de maintenir une croissance durable. Le monde doit apporter une aide aux pays sous-développés et émergents pour trouver des solutions à leurs problèmes politiques, économiques et sociaux, et pour prévenir et corriger les inégalités de revenus. Aujourd'hui, le monde doit parvenir à un développement inclusif où l'ensemble des habitants d'un pays bénéficie de la croissance.

La stratégie d'APD du Japon – une aide « gagnant-gagnant »

Pour le Japon, qui a des liens avec de nombreux pays dans le monde, la mondialisation est une véritable bénédiction.

Le Japon dépend des autres pays pour environ 96 % de ses ressources naturelles et de son énergie, et près de 60 % de son alimentation. Les entreprises japonaises exportent non seulement des produits industriels, mais effectuent également des investissements directs à l'étranger pour stimuler leur production en dehors du Japon. En outre, les entreprises japonaises ont procédé énergiquement à une division internationale du travail pour leurs activités, en se procurant des pièces à l'étranger plutôt qu'en les produisant sur le territoire national. À travers ce processus, les liens économiques des entreprises japonaises avec les autres pays deviennent de plus en plus forts. Pour parler simplement, la stabilité politique, sociale et économique au niveau mondial est essentielle pour le Japon, car les tendances économiques mondiales affectent directement son économie, intimement liée aux autres pays.

Conscient de cette réalité, le Japon concentre sa stratégie d'APD sur l'élaboration d'une relation gagnant-gagnant avec les partenaires de développement. Elle le fait via une coopération qui exploite les capacités technologiques et le savoir japonais.

Par exemple, l'équilibre mondial entre l'offre et la demande de ressources naturelles et énergétiques est soumis à une pression liée à la forte croissance économique des pays émergents. Il est donc essentiel de maintenir la stabilité de cet équilibre pour assurer la sécurité et la croissance du Japon. Simultanément, l'exportation des ressources naturelles est une source importante de devises étrangères pour les pays en développement disposant de ces ressources. Mais leur exploitation nécessite des investissements dans le secteur minier, les champs pétrolifères et gaziers, ainsi que dans la production d'électricité et la construction d'infrastructures telles que des routes, des voies ferrées, et des ports.

Cela constitue un aspect essentiel de la coopération japonaise pour le développement. C'est pourquoi la JICA continue d'offrir une aide qui contribue à un approvisionnement stable des ressources naturelles vers le Japon. Par le passé, la JICA a octroyé des prêts d'APD pour la construction de routes, de voies ferrées, de ports et d'installations électriques nécessaires au développement de la production de minerai de fer au Brésil. L'Agence a également contribué à la planification de la construction d'une installation électrique géothermique pour l'exploitation minière en Bolivie.



Projet de développement du quai nord du port de Colombo (1) au Sri Lanka

Elle a déployé une aide permettant un développement efficace des ressources naturelles par les pays en développement, par exemple en construisant des installations dans le port de Nacala, au Mozambique,

un point de passage stratégique du corridor de Nacala reliant la côte est de l'Afrique à l'intérieur des terres. La JICA a également travaillé avec des pays du bassin du fleuve Mékong, dans la péninsule indochinoise, une zone d'investissement prometteuse pour les entreprises japonaises, afin d'apporter une aide « gagnant-gagnant ». Les projets dans cette région portaient sur la construction d'infrastructures sociales, la promotion du développement régional et économique, et le renforcement des ressources humaines, notamment les techniciens et travailleurs qualifiés.

2. Le Japon et les tendances de l'aide internationale

Des partenariats pour la croissance et le développement avec le reste du monde

Avec la mondialisation, il est devenu difficile pour le Japon de croître seul. Aujourd'hui, la croissance du Japon passe par la croissance de l'ensemble des pays du monde.

Étude de cas

Malawi Projet d'établissement d'un système d'information géographique (SIG) intégré et d'une base de données pour les ressources minérales

Soutien au développement des informations sur les ressources géologiques et minérales et au renforcement des capacités à travers un partenariat public-privé

Le Malawi dispose d'abondantes ressources minérales, notamment des terres rares et d'autres minéraux précieux. Cependant le gouvernement manque d'informations de base sur les ressources géologiques et minérales, et ne dispose pas des ressources humaines ayant les compétences pour les analyser. C'est pourquoi le gouvernement du Malawi a demandé une aide au Japon.

En mars 2012, la JICA a démarré une aide pour le développement des informations sur les ressources géologiques et minérales, ainsi que pour le renforcement des capacités des organisations gouvernementales concernées.

Le fort potentiel du Malawi en matière de ressources minérales a attiré l'intérêt du monde entier. C'est pourquoi le gouvernement du Malawi a fait de la promotion du secteur minier une priorité pour parvenir à une croissance économique durable.

Cependant, l'exploitation minière nécessite un vaste éventail de technologies. Le secteur minier utilise diverses technologies pour l'exploration des gisements, l'extraction, le traitement, le raffinage et le recyclage. Cela implique également des technologies de protection environnementale pour prévenir la pollution minière ainsi que d'autres

problèmes. En particulier, il est essentiel de disposer d'un système d'information géographique (SIG) suffisamment fiable au stade initial de l'exploitation minière, à savoir l'exploration des gisements. Malheureusement, le département des Études géologiques (DEG) du ministère des Ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement du Malawi ne possède pas de données électroniques sur les formations géologiques, à l'exception de quelques vieilles cartes géologiques numérisées datant de l'ère de la colonisation britannique. Il y a de plus un manque de personnel et de compétences adéquats

pour mettre à jour et maintenir cette information.

Pour pallier ce manque, en 2012, la JICA a commencé à apporter une aide pour la collecte, le traitement et l'analyse des données géologiques par la télédétection ; l'établissement d'un SIG et le renforcement des capacités du DEG. À travers l'échange d'informations entre le centre de télédétection de la JOGMEC (Entreprise nationale japonaise de pétrole, gaz et métaux) au Botswana et d'autres stations, l'équipe a établi une base de données ayant pour objectif d'encourager les investissements pour le développement des ressources minérales au Malawi.

Les futures approches de la JICA pour le développement des ressources naturelles devront intégrer la possibilité d'une collaboration entre le secteur public et privé. Cela encouragera la mise en place d'un ensemble complet de mesures d'aide au développement qui contribueront à l'accroissement des activités minières dans le pays partenaire et garantiront un approvisionnement stable de ressources naturelles pour le Japon.



Premier jour d'un séminaire local de formation sur la théorie de la télédétection et d'autres sujets.



La mesure spectrale de la roche a été intégrée au cours du séminaire local de formation à la demande des homologues, qui se sont familiarisés avec cette technologie.

En entrant dans les années 2000, le Japon, les États-Unis et d'autres pays développés ont souffert d'une stagnation de l'économie, tandis que les pays émergents, comme la Chine, affichaient une solide croissance. Cependant, lorsque les entreprises japonaises ont commencé à développer leurs activités dans ces pays ayant une croissance rapide, elles ont dû faire face à des difficultés et à des risques nombreux. Ces pays manquaient encore d'infrastructures adaptées, telles que les installations d'approvisionnement en eau et en électricité, de transports, ainsi que de réservoirs de main-d'œuvre qualifiée et de cadre juridique solide.

La résolution de ces problèmes dans les pays en développement par l'APD et l'aide à l'édification de sociétés et d'économies stables a encouragé les investissements à l'étranger par le secteur privé, notamment les entreprises japonaises. Cela devrait favoriser fortement le développement et créer une croissance durable dans les pays en développement par la création d'emplois, l'accroissement des échanges, ainsi que par le transfert de technologies et de connaissances du secteur privé.

Les éléments évoqués ci-dessous concernent l'OMD visant à « mettre en place un partenariat mondial pour le développement ». Par le passé, l'aide aux pays en développement était principalement assurée par les pays développés à travers l'APD. Mais la situation a beaucoup évolué ces dix dernières années.

Examinons l'aide au développement des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une institution constituée de pays développés. Entre 1995 et 1998, le CAD représentait plus de 80 % de l'aide apportée aux pays en développement. Ce chiffre a chuté à 56 % sur la période allant de 2005 à 2008. En revanche, les dépenses d'aide du secteur privé et des pays de l'OCDE non membres du CAD sont passées de 18 à 38 %. En tant que nouveaux donateurs pour l'aide au développement, les pays émergents et le secteur privé jouent un rôle bien plus significatif.

Cette tendance peut conduire à une amélioration de l'efficacité de l'aide aux pays en développement. Le monde doit encourager ces activités et reconnaître les rôles des divers acteurs du développement de ces pays, tout en renforçant une coopération et des partenariats élargis.

Renforcement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

Ces dernières années, la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays émergents ont déployé une aide au développement active (coopération Sud-Sud) en adoptant la perspective des pays en développement dont ils font partie. Leur aide au développement, fortement indépendante, emprunte une voie différente de l'aide fournie par les pays développés (coopération Nord-Sud).

La JICA soutient la coopération Sud-Sud car elle estime qu'il est fondamental que les pays en développement approfondissent leurs liens en s'aidant mutuellement pour se développer de manière indépendante. Dans le même esprit, la JICA utilise également largement la coopération triangulaire, où les pays développés, les institutions internationales, et les pays en développement travaillent ensemble au déploiement de l'aide. Dans les pays de l'ANASE, les gouvernements s'appuient sur l'initiative pour l'intégration de l'ANASE afin de corriger les écarts à l'échelle régionale. La JICA apporte une aide à la région en encourageant la coopération Sud-Sud comme un moyen pour les pays les plus développés de l'ANASE d'offrir une aide



Coopération triangulaire Japon-Brazil-Mozambique pour le programme de développement agricole de la savane tropicale africaine (ProSAVANA-JBM) : Essais de cultures multiples dans le corridor de développement de Nacala, au Mozambique

à leurs voisins moins développés.

Ce nouveau type de cadre de partenariats est également utilisé pour s'attaquer aux problèmes environnementaux et d'approvisionnement alimentaire à l'échelle mondiale.

De nouvelles possibilités pour la coopération Sud-Sud et triangulaire ont été explorées lors du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (HLF-4) qui a eu lieu à Busan, en Corée du Sud, en novembre 2011.

Lors du forum de haut niveau, des ministres des pays développés, émergents et en développement, ainsi que des représentants d'ONG et d'autres organisations se sont réunis pour discuter de l'efficacité de l'aide au développement. Les discussions ont abouti à la ratification, y compris par les pays émergents, du document final de Busan, intitulé « partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement ». De plus, en dehors des principes d'appropriation, de responsabilité mutuelle et de résultats mis en avant par la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide lors du deuxième forum de haut niveau (2005) et dans le programme d'action d'Accra adopté lors du troisième forum de haut niveau (2008), le forum de haut niveau de Busan a vérifié l'importance des modes de coopération élargie tels que la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire, les partenariats avec le secteur privé et la coopération avec les organismes qui financent la lutte contre le changement climatique.

Pour aller plus loin, la JICA va renforcer ses liens de coopération avec les organismes d'aide aux États-Unis et en Europe ainsi qu'avec les organisations internationales. Simultanément, la JICA va renforcer ses relations de coopération avec les nouveaux donateurs des pays émergents, afin de soutenir efficacement la communauté internationale via la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Conversion aux économies vertes

Les problèmes environnementaux d'envergure mondiale nous concernent tous.

En juin 2012, la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20) s'est déroulée à Rio de Janeiro, au Brésil. En 1992, la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (sommet planète Terre) s'était également tenue à

Rio de Janeiro. Les représentants de 172 pays ont participé au sommet planète Terre qui a abouti à la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, créant ainsi un partenariat mondial pour un développement durable. À l'issue du sommet planète Terre, la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la convention sur la diversité biologique ont également été formulées, inaugurant ainsi une nouvelle manière d'aborder les problèmes environnementaux au niveau international.

La convention-cadre sur les changements climatiques est entrée en vigueur en 1994. Lors de la troisième réunion de la Conférence des parties (COP 3) en 1997, à Kyoto, au Japon, les participants ont adopté le protocole de Kyoto, qui fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les pays développés. Le travail se poursuit également sur la convention sur la diversité biologique, qui était au centre de la dixième réunion de la conférence des parties (COP 10) organisée en 2010, à Nagoya, au Japon.

Vingt ans après le sommet planète Terre, Rio + 20 s'est concentré sur deux thèmes majeurs : « comment bâtir une économie verte pour parvenir à un développement durable et faire sortir les peuples de la pauvreté, notamment en apportant aux pays en développement un



Les forêts reculent au Kirghizstan. Afin de poursuivre la gestion conjointe des forêts, la JICA soutient le renforcement des capacités des personnes chargées de la protection des forêts par des expériences pratiques et l'édification d'un système de gestion forestière.

soutien pour leur permettre de trouver une voie vers un développement qui soit respectueux de l'environnement » et « comment améliorer la coordination internationale en faveur du

Étude de cas

Projet de renforcement de l'utilisation de l'accord de partenariat économique Indonésie-Japon (IJEPA)

Aide à l'application du premier accord de partenariat économique (APE) bilatéral d'un pays en développement

En août 2007, le Japon et l'Indonésie ont conclu un accord de partenariat économique (IJEPA pour « Indonesia-Japan Economic Partnership Agreement ») entré en vigueur le 1^{er} juillet 2008.

C'est le premier accord commercial bilatéral conclu par l'Indonésie. La JICA a étudié plusieurs cas d'application du système fiscal préférentiel basé sur les certificats d'origine prévu par l'IJEPA ainsi que les bénéfices économiques qui en ont découlé. Les résultats sont employés pour promouvoir une utilisation accrue de ce système par les entreprises en Indonésie, et le déploiement d'une aide pour le développement de ressources humaines capables d'utiliser ce système de façon appropriée.

En outre, pour favoriser la liberté et la fluidité des échanges de biens et de services, le Japon a conclu des accords de partenariat économique (APE) afin de renforcer la collaboration entre les pays dans un grand nombre de domaines liés à l'économie. On peut notamment citer les échanges fluides de personnel et l'établissement de règles d'investissement et de régimes de propriété intellectuelle. Ces APE ont pour ambition d'encourager le commerce et le développement économique.

Afin d'assurer le succès de l'IJEPA, il est important que l'Indonésie prenne pleinement conscience de la complémentarité des structures commerciales du Japon et de l'Indonésie et des avantages de l'application de cet accord sur son économie.

Le projet de la JICA comprend 1) une étude et une analyse de cas sur l'utilisation du système fiscal préférentiel basé sur les certificats d'origine prévu par l'IJEPA ainsi que les bénéfices économiques qui en découlent, 2) la promotion d'une utilisation accrue de ce système par les entreprises en Indonésie et 3) la mise en œuvre de diverses activités concentrées principalement sur le développement des ressources humaines dans les organismes publics, afin d'assurer une utilisation appropriée du système.

Par exemple, des experts de la JICA, accompagnés par le personnel d'organisations gouvernementales au niveau municipal, ont visité

des entreprises utilisant le système des certificats d'origine de l'IJEPA pour en contrôler la bonne utilisation et fournir des informations en vue de trouver des solutions aux divers problèmes et enjeux. Par ailleurs, la JICA partage et utilise activement ces informations au cours de séminaires et d'autres événements dans plusieurs régions.



Un séminaire de formation IJEPA-COO organisé en Indonésie avec la participation du personnel des douanes japonaises. Les participants au séminaire appartiennent à des organismes publics locaux chargés du développement du commerce basé sur les certificats d'origine et à des entreprises locales du secteur de l'exportation qui utilisent ce système (19 mars 2012, Surabaya, province de Java orientale).

développement durable ». En réfléchissant sur les mesures mises en œuvre jusqu'à aujourd'hui pour le développement durable, la conférence a cherché des moyens de réaliser davantage de progrès à travers les diverses initiatives et activités.

Il fut un temps où les problèmes environnementaux mondiaux concernaient uniquement les pays développés. Cependant, comme l'a montré le cas de la Chine qui est devenue le plus grand émetteur de dioxyde de carbone, un des gaz à effet de serre, aucune mesure d'envergure ne peut être appliquée sans inclure les pays émergents où l'industrialisation progresse rapidement. Dans ce contexte, on peut dire que pour lutter efficacement contre les problèmes tels que la pollution de l'air, de l'eau, et les déchets, il faut agir à l'échelle mondiale.

Cela est tout aussi vrai pour les problèmes de biodiversité.

Un projet de développement sobre en carbone, en Malaisie, constitue un bon exemple d'aide conjointe de la JICA et de l'Agence japonaise pour les sciences et la technologie (JST) à travers le programme de partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS). Dans ce projet, l'Université de Kyoto, l'Institut national des études environnementales, et l'Université d'Okayama collaborent avec l'Université technologique de Malaisie (UTM) ainsi que l'Autorité de développement régional d'Iskandar (IRDA) afin d'élaborer un scénario de société sobre en carbone à Iskandar, dans l'État de Johor, qui connaît un développement industriel à grande échelle. L'objectif de ce projet est de parvenir à des résultats pouvant servir de modèle pour d'autres régions d'Asie qui font face à des problèmes similaires.

En s'appuyant sur les thèmes de protection de la nature, de gestion environnementale, des ressources hydriques, de prévention et de gestion des catastrophes, de changement climatique, et de préservation de la biodiversité, la JICA participe à une grande variété d'initiatives pour parvenir à une utilisation durable des ressources naturelles par les populations locales, et pour encourager le renforcement des capacités pour la gestion environnementale.

La prévention des catastrophes, un enjeu mondial commun

Les catastrophes naturelles posent un problème majeur au monde entier.



Des stagiaires participant au cours de formation de la JICA sur la prévention et la gestion des tsunamis visitent la ville d'Ofunato, dans la préfecture d'Iwate, dévastée par le terrible séisme qui a frappé l'est du Japon. Les stagiaires interrogent un habitant (au centre) sur les conditions de vie actuelles dans la région. Les stagiaires doivent retourner en Indonésie, en Malaisie et au Pérou et jouer un rôle central dans la mise en place des futures mesures de lutte contre les tsunamis dans leurs pays.

Les séismes, les inondations, les sécheresses et autres catastrophes naturelles provoquent des pertes humaines et matérielles. Elles ont également un impact majeur sur la dignité des personnes, les moyens de subsistance et sur les efforts de développement passés, faisant ainsi obstacle au développement durable des sociétés. Dans cette optique, on peut dire que les mesures visant à la prévention et la gestion des catastrophes sont fondamentales pour garantir la sécurité de l'humanité. De nombreux pays en développement, particulièrement les pays les moins avancés, sont situés dans des régions du monde exposées aux catastrophes de grande ampleur. Il a été démontré que lorsqu'une catastrophe majeure se produit, le coût en vies humaines est plus important dans les pays les moins avancés que dans les pays développés. En dehors de la localisation, cela s'explique également par le manque de fonds pour financer les mesures permettant de faire face aux catastrophes, les forts taux de croissance démographique qui caractérisent ces pays, des capacités insuffisantes des gouvernements à gérer ces situations, un manque de technologie, ainsi que des informations et des connaissances inadaptées des citoyens en matière de prévention et de gestion des catastrophes.

Il n'en reste pas moins que les catastrophes peuvent frapper partout. Le terrible séisme qui a frappé l'est du Japon le 11 mars 2011 en est l'illustration. Une large partie de la côte pacifique de la région de Tohoku a été balayée par un tsunami, provoquant des dommages sur une centrale nucléaire et causant de gigantesques pertes humaines et matérielles. Plus d'un an après la catastrophe, le Japon travaille encore en tant que nation au rétablissement rapide du niveau de vie des populations et de l'activité économique de la région frappée par la catastrophe.

Lors de la catastrophe, de nombreuses usines qui produisaient des composants essentiels aux automobiles, aux produits électroniques, et à d'autres industries manufacturières partout dans le monde ont été endommagées. L'interruption de la chaîne d'approvisionnement qui en a résulté a eu un impact majeur sur l'économie mondiale. Les inondations qui ont frappé la Thaïlande en 2011 ont eu un effet similaire. De toute évidence, la prévention et la gestion des catastrophes ne concernent pas uniquement le Japon, c'est un enjeu mondial.

Le Japon doit fréquemment faire face à des catastrophes naturelles, telles que des séismes, des typhons, des glissements de terrain et des éruptions volcaniques. Le pays a donc accumulé une forte expérience en matière de prévention et de gestion des catastrophes, et il sait se rétablir rapidement. En dépit de ces atouts, l'ampleur inédite du terrible séisme qui a frappé l'est du Japon a causé des dégâts considérables. Suite à cette catastrophe, l'expérience, les mesures ainsi que la capacité du Japon à se reconstruire peuvent être mises à profit pour faire face aux catastrophes dans d'autres pays. Durant les inondations en Thaïlande, la JICA a rapidement déployé une aide. En utilisant sa technologie et ses connaissances pour la prévention et la gestion des catastrophes, ainsi que son expérience en matière de coopération internationale afin de venir en aide aux pays victimes de catastrophes, le Japon peut montrer sa reconnaissance et apporter une contribution substantielle à la communauté internationale.

L'après 2015, une collaboration accrue avec divers partenaires

Il ne reste que trois ans avant d'atteindre 2015, la date fixée pour la réalisation des OMD.

Actuellement, le gouvernement du Japon, d'autres pays et les institutions concernées passent en revue les progrès accomplis dans le cadre des OMD et les problèmes restant à résoudre. Simultanément, ces organismes établissent un dialogue sur les problèmes de développement urgents pour la communauté internationale après 2015 ainsi que sur les nouveaux objectifs partagés.

Dans ce processus, la JICA poursuit les discussions visant à établir un programme de développement international pour l'après 2015 avec le gouvernement japonais, et elle examine les mesures de contribution spécifiques. Ses délibérations s'appuient sur ses expériences d'aide ainsi que sur sa connaissance des projets sur le terrain, prenant en considération les changements de contexte dans les pays en développement.

La JICA place de très fortes attentes sur une collaboration accrue à travers divers partenariats, comme l'un des éléments clés pour l'après 2015. À travers une collaboration élargie avec les pays émergents donateurs, les nouveaux acteurs de l'aide internationale ; les entreprises privées japonaises et étrangères ; les organisations

publiques ; les universités ; les ONG et les autres organisations de la société civile, la JICA a l'ambition de mettre en œuvre des programmes d'aide efficace.

En juin 2011, la JICA a participé à des discussions sur les nouveaux problèmes de développement avec la Chine, la Corée, la Thaïlande, et d'autres pays au cours du deuxième forum asiatique sur le développement. Le forum a exprimé de fortes attentes quant à l'obtention de meilleurs résultats dans le cadre des programmes d'aide, notamment de la coopération triangulaire, pour les pays les moins développés de l'ANASE et pour les pays africains, en tirant parti des acquis et des expériences des pays asiatiques qui ont enregistré d'importants progrès en partie grâce à l'aide au développement japonaise.

La JICA possède déjà à son actif plusieurs projets de coopération triangulaire. En partenariat avec le Brésil, la JICA apporte une aide dans le domaine agricole au Mozambique, en Afrique. À travers un partenariat avec l'Inde, la JICA participe au renforcement des capacités des ingénieurs africains en matière d'infrastructures, notamment routières et ferroviaires. En outre, via le Centre de formation professionnelle et technique créé au Sénégal, en grande partie par une aide de la JICA, l'Agence soutient la coopération Sud-Sud en organisant avec le Sénégal des cours de formation pour les pays tiers et d'autres services destinés aux citoyens de République démocratique du Congo.

La JICA a également introduit de nouvelles formes de partenariats,

Étude de cas

Thaïlande Soutien à une stratégie de rétablissement après les inondations

Création d'un schéma directeur de gestion et de lutte contre les inondations

En 2011, les pluies de la saison des moussons ont été particulièrement fortes en Thaïlande, provoquant le débordement du fleuve Chao Phraya et causant des dégâts considérables. Entre autres formes d'aides, la JICA a envoyé du matériel de secours et des équipes d'experts pour faire fonctionner les véhicules de pompage, contribuant ainsi à un rétablissement rapide du pays [\[voir l'étude de cas, page 131\]](#).

De plus, en réponse au plan de rétablissement des inondations du gouvernement thaïlandais, la JICA a également contribué à des mesures à long et moyen terme, telles que la formulation d'un schéma directeur pour la lutte contre les inondations.

Au cours de la saison des moussons en 2011, la Thaïlande a connu de fortes pluies d'une ampleur qui ne se produit qu'une fois tous les 100 ans. Les inondations qui ont suivi ont infligé de graves dommages sur près de 18 000 kilomètres carrés, l'équivalent de la superficie de Shikoku, au Japon, notamment dans des zones agricoles et d'habitation. Des zones industrielles ont également été inondées, endommageant les entreprises japonaises implantées localement. L'interruption de la chaîne d'approvisionnement et les autres conséquences de cette catastrophe ont eu un impact extrêmement important, non seulement sur l'économie thaïlandaise, mais également sur l'économie japonaise.

Avant que la gravité de l'inondation ne devienne manifeste, la JICA a conduit une étude pour évaluer les besoins de la zone inondée. En prenant en considération les demandes du gouvernement thaïlandais, l'Agence a envoyé du matériel de secours et des experts des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) pour faire fonctionner les véhicules de pompage. La JICA a également déployé une aide rapide pour évaluer les dégâts dans les aéroports, les métros, les

systèmes d'approvisionnement en eau et autres infrastructures sociales, ainsi que pour le pompage de l'eau dans les zones industrielles et résidentielles.

Dans le cadre des mesures stratégiques de rétablissement suite aux inondations, le gouvernement thaïlandais a formé un Comité stratégique pour la gestion des ressources hydriques. Seul étranger présent dans ce comité, Kimio Takeya, conseiller principal invité de la JICA, a contribué à l'élaboration de politiques et de mesures sur les inondations. Le gouvernement thaïlandais a révisé ses plans de lutte contre les inondations et formulé un plan de gestion intégrée de l'eau combinant notamment des mesures de reboisement et d'amélioration du fonctionnement des barrages, de lutte contre les inondations provoquées par l'homme dans les parties intermédiaires des cours d'eau, et de construction de canaux anti-inondation pour protéger les parties situées en aval, dont Bangkok et d'autres régions. En réponse, la JICA a déployé une aide conjointe pour l'élaboration d'un schéma directeur, basé sur des analyses scientifiques et d'ingénierie, sur les mesures de

lutte contre les inondations dans le bassin du fleuve Chao Phraya. L'Université de Tokyo, le ministère du Territoire, de l'infrastructure, du transport et du tourisme, le ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie, le Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM), l'Agence japonaise d'exploration spatiale (JAXA) et d'autres organismes concernés, ont également apporté leur contribution. La JICA soutient également la construction d'exploitations et de communautés agricoles plus résistantes aux catastrophes, ainsi que d'infrastructures, à l'aide de dons, qui seront aussi utiles aux entreprises japonaises locales.

Ainsi, la JICA utilise son expérience en matière d'inondations et de mesures de lutte contre les inondations au Japon pour continuer à répondre aux besoins de la Thaïlande, aussi bien pour les secours que pour l'aide à moyen et long terme. La JICA assure une coopération globale qui contribue également aux activités locales des entreprises japonaises sur place.



Inspection du processus de surveillance des digues à Suvamabhumi

notamment en collaborant avec la Fondation Gates pour assurer le bon déroulement d'un programme de vaccination contre la polio au Pakistan.

Au Japon également, en réponse à l'ensemble de mesures en faveur du développement des infrastructures à l'étranger mises en avant dans la nouvelle stratégie de croissance du gouvernement, la JICA apporte son soutien à divers programmes de partenariat public-privé dans le monde. Cela comprend un nouveau terminal de passagers à l'aéroport international de Noi Bai, à Hanoï, au Vietnam, et des études de développement pour des centrales hydroélectriques en Turquie. En outre, à travers des prêts d'APD, la JICA apporte une aide à l'Inde pour la construction de métros, afin d'atténuer les problèmes d'embouteillage et de pollution causés par le trafic automobile. Les technologies avancées du Japon en matière de construction et de véhicules ont été très appréciées par les participants au projet. Pour aller plus loin, la JICA à l'intention de fournir une aide au développement encourageant la conservation énergétique et le respect de l'environnement grâce aux technologies japonaises avancées. De plus, la JICA entend mettre en œuvre divers types de coopération, notamment au niveau local, pour encourager le recyclage dans les sociétés des pays d'Océanie. Cette coopération comprend des partenariats avec des gouvernements locaux japonais et des organisations de la société civile.

La JICA élabore également des plans d'aide pour l'Afrique, qui accuse un certain retard de développement. En tant que pays fondateur de la conférence internationale de Tokyo sur le

développement de l'Afrique (TICAD V), le Japon s'engage à accélérer la croissance économique en Afrique. La JICA déploie une aide pour le développement de l'économie du corridor de Nacala, qui relie le Mozambique, le Malawi et la Zambie. Elle fournit également divers types d'aide pour promouvoir le développement agricole et créer des industries manufacturières. La JICA poursuit ses programmes d'aide à travers divers partenariats de coopération triangulaire avec des pays d'Asie et d'Amérique du Sud, et de coopération Sud-Sud avec des pays africains.

La JICA est résolue à renforcer ses contributions à la réalisation des OMD. Elle mettra également en œuvre des programmes d'aide plus efficaces ayant pour objectif de proposer des solutions aux problèmes mondiaux communs de la prochaine génération.

Étude de cas

Coopération triangulaire Japon-Inde-Afrique

Collaboration avec l'Inde pour une aide à la construction et à la maintenance de routes en Afrique

La JICA et l'Académie indienne des ingénieurs des routes (IAHE) ont invité à New Delhi des professionnels africains du secteur routier et co-organisé des séminaires à quatre reprises depuis décembre 2011. Les séminaires de formation ont fait l'objet d'une attention soutenue en tant que nouvelle forme de coopération triangulaire impliquant la participation conjointe du Japon et de l'Inde.

Lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), le Japon s'est engagé à augmenter son aide à l'Afrique, annonçant le doublement de son APD vers ce continent. L'Inde a des liens historiques, sociaux et économiques étroits avec l'Afrique de l'Est, et elle a renforcé sa présence en tant que « donateur émergent » et n'a cessé d'étendre ses activités en Afrique depuis les années 1950. En 2011, elle a offert 5 milliards USD sur trois ans sous forme de lignes de crédit

et annoncé sa coopération pour la construction et le fonctionnement de huit laboratoires d'essai de matériaux pour les routes répartis sur tout le continent.

La JICA renforce ses liens avec l'Inde, qui accroît sa présence en Afrique en tant que nouveau partenaire de l'aide à ce continent. Dans ce cadre, la JICA collabore avec l'IAHE via un projet conjoint Japon-Inde d'aide au développement (coopération triangulaire) dans le secteur routier.

À ce jour, le projet a permis l'organisation de quatre séminaires de formation de trois semaines sur la construction et la maintenance des routes. Ces séminaires conjoints ont réuni 136 participants de 25 pays africains, notamment la Tanzanie et l'Ouganda. Au cours de la formation, des experts japonais ont introduit des technologies spécialisées pour la maintenance des routes, les mesures de sécurité et les méthodes d'inspection avec des équipements de pointe. Les instructeurs indiens ont quant à eux donné des conférences sur des sujets comme les partenariats entre les secteurs public et privé pour la construction et la maintenance des routes.



Cours sur les méthodes d'inspection des structures routières par des experts japonais



Experts japonais chargés de la formation et stagiaires africains



Formation pratique